Sélection d'article sur la politique suisse

processus

**Permettre les affaires de gouvernement à gouvernement dans le
secteur de l'armement. (Mo.24.3710)**

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Lévêque, Antoine

Citations préféré

Lévêque, Antoine 2025. *Sélection d'article sur la politique suisse: Permettre les affaires de gouvernement à gouvernement dans le secteur de l'armement. (Mo.24.3710), 2024*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 29.07.2025.

Sommaire

Chronique générale	1
Armée	1

Abréviations

SiK-NR Sicherheitspolitische Kommission des Nationalrates

CPS-CN Commission de la politique de sécurité du Conseil national

Chronique générale

Armée

Armée

MOTION
DATE: 27.09.2024
ANTOINE LÉVÊQUE

Le conseiller national Michael Götte (udc, SG) souhaite faciliter la livraison d'armement suisse à des Etats étrangers. Il a donc déposé une **motion** demandant au Conseil fédéral d'**autoriser les affaires de gouvernement à gouvernement dans le domaine de l'armement**. Par affaires de gouvernement à gouvernement, le motionnaire entend le fait pour un Etat de ne pas acquérir du matériel militaire auprès de l'entreprise qui le produit, mais de le faire en signant un contrat avec le gouvernement du pays d'où vient le matériel militaire acheté. Selon le député saint-gallois, cette manière de procéder permettrait notamment d'améliorer la transparence avec laquelle ce type de transactions sont opérées et de renforcer la coopération internationale. Dans un avis émis le 4 septembre 2024, le Conseil fédéral s'est prononcé en faveur de cette motion et a appelé les parlementaires à la soutenir, arguant qu'il était dans l'intérêt de la Suisse et de sa stratégie de défense qu'elle puisse faire des affaires de gouvernement à gouvernement dans le domaine de l'armement. Le Conseil fédéral a proposé que cette motion soit adoptée en tant que décision de principe. Le gouvernement décidera par la suite de la manière dont les affaires de gouvernement à gouvernement seront effectuées concrètement.

L'objet a été combattu par des élus du camp rose-vert, à savoir le conseiller national socialiste Fabian Molina (ZH) et la conseillère nationale écologiste Marionna Schlatter (ZH). La motion a donc été envoyée en commission – en l'occurrence la Commission de la politique de sécurité du Conseil national (CPS-CN) – pour examen. Le **traitement** de cet objet par le Conseil national est ainsi **reporté**.¹

¹ BO CN, 2024, p. 1980